

Assumer une consommation qui nous convient devant la justice, un acte légitime et sain ?

Par [Profil supprimé](#) Postée le 07/11/2015 10:05

J'ai 17 ans, je suis élève en terminale scientifique. Je n'ai aucun problème avec les cours, je me débrouille même bien. J'envisage des études longues et personne ne remet en cause mes capacités. Cependant cela fait maintenant 3 ans que ma découverte du cannabis m'a amenée à en consommer tous les jours. Je suis passé par le cercle vicieux du deal (plus tu deal, plus tu fumes, plus t'as besoin de dealer...) mais je m'en suis détaché il y a maintenant quelques 6 mois en comprenant cette situation. Peu à peu depuis, j'apprends à me reconnecter à différentes activités comme les cours qui ont toujours été ce qui me fait avancé, mais aussi la lecture et ma passion pour les films. J'ai aussi appris à comprendre ma consommation et à l'adapter pour qu'elle reste vivable, et que je n'en soit pas dépendant financièrement.

Aujourd'hui, je ne fume pas forcément moins régulièrement, mais les moments que je choisis sont plus adaptés à une vie saine (après les leçons le soir, le week-end ...) et je suis passé de 6-7g de résine par semaine à 2g sans me forcer. Ces moments de détente que je m'accorde sont certes nécessaires à mon bien-être, j'en suis donc encore dépendant, mais la façon dont je consomme ne crée pas de dilemmes en moi car elle n'a plus d'impact négatif dans ma vie.

Cependant, j'ai actuellement un problème avec un juge qui retient contre moi une inculpation pour consommation de cannabis. Mon audition est prévue pour le 3 décembre et des tests de dépistage sont prévu.

Je ne me vois pas arrêter ma consommation, c'est pour moi une question de bien-être : de cohérence entre mes pensées et mes actions, mes valeurs et mes choix. Je ne peux pas me forcer à arrêter ce produit que j'ai apprivoisé, sous prétexte qu'un juge avec qui je ne pourrais jamais vraiment en parler me le demande.

De plus, mes idées politiques sur le sujet me rendent sensibles au pièges du système, surtout à quelques mois de la dépénalisation...

Quelle est la solution ? Suis-je en train de me voiler la face avec des excuses ? Parce que si je suis là, c'est parce que je cherche à évoluer dans une optique de remise en cause, et que ma mère est focalisée sur "mon fils", "addiction", "drogue", "c'est la loi"

Je veux être au clair en cherchant l'avis d'un tiers, qui connaît réellement le sujet et en traitant ma situation objectivement, en prenant en compte que j'ai des valeurs, et qu'au delà d'une question de consommation (car je compte bien arrêter pour mes études, mais en aucun cas dans ce contexte !), je refuse ce diktat moral de la justice sur un sujet qui me concerne si profondément.

Je suis prêt à m'en aller, mon niveau d'anglais me permettra d'aller étudier à l'étranger dès maintenant et je n'hésiterai pas à fuir la justice si je dois en venir là, suis-je si excessif si ce sujet concerne ma vie ? Que va-t-il se passer si j'annonce au juge que je refuse d'arrêter ? Si les tests

restent positifs malgré des déclarations contraires éventuelles ?

Mise en ligne le 10/11/2015

Bonjour,

Nous prenons acte de toutes vos observations et de ce que nous interprétons comme étant vos raisons ou vos motivations à vous inscrire dans la consommation de cannabis. Si notre service n'a pas vocation à se prononcer sur les politiques publiques qu'elles soient pénales ou autres, nous essaierons cependant de vous donner quelques éléments de recul, et de prendre en compte vos valeurs.

Vous rapportez avoir pris la mesure de votre consommation et avoir réussi à vous détacher du cercle vicieux du deal tout en réussissant à l'adapter à vos finances. Vos études n'en souffrent pas et globalement votre consommation n'a plus d'impact négatif dans votre vie selon vous. Vous envisagez même d'arrêter cette consommation pour vos études, c'est-à-dire dans un an. Nous notons au passage que si cela vous paraît possible, et surtout si cela vous paraît nécessaire, c'est peut-être que les effets positifs ont aussi leurs limites ?

Sur le versant de la loi, quelle que soit votre opinion sur la consommation de cannabis elle est et sera, dans tous les cas, rattrapée par le principe de réalité auquel personne ne peut y déroger. La consommation, la détention, la vente et la cession du cannabis sont interdites dans notre société. Cette interdiction concerne tout le monde. Le juge qui vous entendra le jour de votre audition est tenu d'appliquer la loi même si nous n'excluons pas son éventuelle mansuétude en vous donnant la chance de vous « racheter » s'agissant de votre infraction à la législation des stupéfiants.

Vous pouvez effectivement donner libre cours à vos opinions mais nous ne sommes pas certains que cela vous serve, même si nous comprenons que vous puissiez contester le sens de cette législation. Notons quand même au passage qu'alors que vous pensez arrêter dans un an, vous êtes prêt à en faire un « point d'honneur » et à défier la justice. L'utilité et le sens de ce bras de fer sont à interroger aussi, peut-être même davantage que votre consommation. L'une des valeurs à laquelle vous vous référez implicitement ici est sans doute la liberté individuelle, que vous opposez à la justice, pourtant issue d'un processus démocratique...

Vous êtes à la recherche d'avis tiers, aussi, nous vous suggérons de vous rapprocher de la Consultations Jeunes Consommateurs (CJC), qui est une structure qui accueille et aide les jeunes qui le leur demandent.

Dans cette CJC vous pourrez faire le point de votre situation mais aussi avoir l'avis de professionnels (éducateurs, psychologues, médecins) et peut-être avoir d'autres pistes de réflexion. Nous vous avons mis une adresse de CJC située à Cholet et nous vous invitons à les contacter.

De plus, vous pouvez également nous contacter par tchat anonyme et gratuit, tous les jours de 14h à 2h00 du matin (en dehors des weekends) ou nous appeler au 0800 23 13 13 (Ligne de Drogues Info Service, gratuite et anonyme depuis un poste fixe, tous les jours de 8h00 à 2h00 du matin).

Bien cordialement.

Pour obtenir plus d'informations, n'hésitez pas à prendre contact avec les structures suivantes :

[ALIA 49 - Cholet : Csapa-Caarud la Boutik](#)

4 - 6 rue des Marteaux
49300 CHOLET

Tél : 02 41 65 32 61

Site web : www.alia49.fr

Consultat° jeunes consommateurs : Consultation des jeunes de moins de 25 ans sur rendez-vous: Vendredi matin.

Substitution : Délivrance de Méthadone pour les usagers suivis au centre, tous les matins de 9h-11h30.

CAARUD : Accueil libre, sans rendez-vous : lundi de 10h-12h et de 14h-16h et le jeudi de 14h-16h, possibilité de visite à l'extérieur sur demande

Accueil du public : Csapa : Lundi : 9h-12h et de 14h-17h - Mardi : 14h-17h (fermé le matin) - Mercredi et Jeudi : 9h30-12h / 14h-17h et le vendredi de 9h-12h / 14h-17h - Accueil sans rendez-vous, le vendredi de 9h à 11h. Les consultations se font dans l'ordre d'arrivée.

[Voir la fiche détaillée](#)